



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

## Quarante-cinquième session

## DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 10 juillet 1968  
à 10 h 10

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

## SOMMAIRE

## Pages

Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales sur les demandes d'audition. . . . .	21
Point 2 de l'ordre du jour:	
Examen général de la politique économique et sociale internationale (suite)	
Orateurs:	
M. Geloudev (AIEA) . . . . .	21
M. Maheu (UNESCO) . . . . .	22
M. López Herrarte (Guatemala) . . . . .	25
M. Boglietti (Fédération syndicale mondiale) . . . . .	25

Président: M. PÉREZ GUERRERO (Venezuela).

**Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales sur les demandes d'audition (E/4559)**

1. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/4559), dans lequel le Comité recommande l'audition de cinq organisations à propos de certains points de l'ordre du jour. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil approuve cette recommandation.

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

**Examen général de la politique économique et sociale internationale (E/4454, E/4467/Rev.1, E/4486/Add.1, E/4488 et Add.1 à 5, E/4496, E/4511 (Summary), E/4515, E/4525, E/4551; E/CN.5/417 et Corr.1 et Add.1 et 2 et Summary; E/CN.11/825; E/CN.12/806, E/CN.12/808 et Add.1; E/CN.14/409; E/ECE/703) (suite)**

2. M. GELOUDEV (Directeur général adjoint de l'Agence internationale de l'énergie atomique) rappelle au Conseil que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est à présent ouvert à la signature. Aux termes de ce traité, le système de garanties de l'AIEA sera doté de responsabilités importantes. Ce qui intéressera plus directement le Conseil, c'est la possibilité qu'offrent les dispositions de l'article IV du Traité d'accélérer les progrès dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire dans les pays en voie de développement.

3. Appelant l'attention du Conseil sur le rapport de l'AIEA (E/4490), M. Geloudev signale qu'une importante partie des ressources dont l'Agence a disposé de 1958 à 1966 ont été mises au service des pays en voie de développement sous forme d'une aide directe ou de travaux présentant un intérêt particulier pour ces pays. Le Conseil des gouverneurs de l'Agence a d'ailleurs recommandé d'intensifier les programmes qui contribuent directement au développement, notamment ceux intéressant l'énergie électrique et le dessalement, l'application de technique,

nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture, la mise en valeur des ressources hydrauliques et l'utilisation des sciences nucléaires dans la lutte contre les maladies endémiques et tropicales et la malnutrition. En ce qui concerne l'énergie d'origine nucléaire, son développement s'est poursuivi en 1968, et l'implantation de centrales nucléaires se poursuit sur une base géographique toujours plus large.

4. On prend de plus en plus conscience des bienfaits que l'on peut tirer de l'application de la science et de la technique, y compris les techniques nucléaires, au développement: ainsi, en 1967, les projets de préinvestissement et d'assistance technique du PNUD dans les domaines de l'éducation et des sciences représentent l'équivalent de 17,5 millions de dollars. A cet égard le développement des sciences et de la technique dans les pays en voie de développement et le problème de l'exode des élites sont étroitement liés. Si l'on veut que les programmes d'éducation et de formation à l'étranger aient des résultats à long terme, il faut que les compétences acquises servent l'économie du pays d'origine. A ce propos, il faut signaler que parmi les boursiers de l'AIEA ayant terminé leur formation en 1965 et qui ont répondu à un questionnaire de l'Agence, 95 % étaient rentrés dans leur pays et 94 % travaillaient dans les domaines où ils avaient reçu leur formation. Il faut également mentionner le système grâce auquel des physiciens originaires des pays en voie de développement peuvent se rendre régulièrement, plusieurs mois par an, au Centre international de physique théorique de Trieste, ce qui leur permet de se tenir au courant des progrès réalisés dans leur spécialité. Il faut espérer qu'à l'avenir il sera possible d'étendre ce système, qui permettra de freiner l'exode des élites des pays en voie de développement. L'UNESCO ainsi que la fondation Ford ont fourni une aide substantielle au Centre international de physique théorique. A la suite de consultations récentes, on peut espérer qu'à partir de 1970 l'UNESCO assurera, en association avec l'Agence, la direction du Centre.

5. Passant au programme d'assistance technique de l'AIEA, M. Geloudev rappelle que si le Statut de l'Agence prévoit d'encourager les échanges d'experts et de spécialistes des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire ainsi que leur formation, il n'autorise aucune activité d'assistance technique imputée sur le budget ordinaire de l'Agence. C'est pourquoi un programme ordinaire financé par des contributions volontaires a été créé en 1958. Les ressources financières provenant de ces contributions volontaires sont extrêmement limitées, à savoir environ 1 million de dollars par an, alors qu'il faut satisfaire les besoins de plus de 70 pays en voie de développement, dont les demandes représentent 3 à 4 millions de dollars par an. Ceci ne veut pas dire que l'aide fournie par l'Agence soit insignifiante. Au contraire, les fonds disponibles servent à faire démarrer les projets qui peuvent ensuite être pour-

suivis grâce à une assistance du PNUD. A cet égard, on notera que le PNUD tend à financer des projets plus vastes, d'une durée plus étendue que ceux qui reçoivent une aide de l'Agence. En outre, les fonds de l'élément Assistance technique du PNUD sont de plus en plus affectés à des projets de longue durée. Comme les nouveaux Etats membres de l'Agence ont besoin de fonds de démarrage lorsqu'ils entreprennent leur premier programme dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, il est indispensable de disposer d'une source d'assistance distincte de celle du PNUD. Il serait donc à la fois peu souhaitable et peu pratique d'envisager une fusion du programme ordinaire d'assistance technique de l'Agence avec le Programme des Nations Unies pour le développement.

6. Le Conseil s'est intéressé aux plans de différentes institutions concernant le traitement électronique des données. L'AIEA est en train d'élaborer un système international de documentation nucléaire électronique (INIS) qui deviendra très vraisemblablement l'une de ses principales activités. Ce système devrait en principe commencer à fonctionner en 1970. L'Agence consulte l'UNESCO et le Conseil international des unions scientifiques pour normaliser les divers systèmes d'information en cours d'élaboration dans les différentes branches des sciences et de la technique.

7. L'AIEA s'intéresse également de très près aux problèmes de la pollution et de la conservation des ressources de la mer, questions qui figurent à l'ordre du jour du Conseil.

8. M. Geloudev souhaite appeler l'attention du Conseil sur deux questions qui préoccupent le Conseil des gouverneurs de l'Agence. Il s'agit en premier lieu du volume croissant des rapports devant être soumis aux organes des Nations Unies aux fins de coordination. Comme les renseignements demandés existent souvent dans d'autres documents, il faut espérer qu'à l'avenir il ne sera pas demandé de rapports supplémentaires. En deuxième lieu, le Conseil des gouverneurs a insisté à plusieurs reprises sur la nécessité d'un partage équitable du coût des projets exécutés par l'Agence en collaboration avec les institutions spécialisées intéressées. Toute aide que le Conseil économique et social et les membres de cet organe pourraient fournir aux fins de coordonner les politiques des gouvernements en la matière serait extrêmement appréciée par l'Agence.

9. Pour conclure, M. Geloudev insiste sur les termes de l'article IV du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui prévoit d'importants engagements de la part des pays techniquement avancés aux fins d'élargir et d'intensifier l'aide qu'ils fournissent aux pays en voie de développement pour encourager les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. L'Agence peut, de par sa nature même, jouer un rôle primordial dans ce domaine. Le Traité pourrait ainsi non seulement donner une nouvelle impulsion aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire mais également permettre de dégager des ressources destinées au progrès scientifique et technique général des pays en voie de développement. Ceci entre donc dans le cadre des conséquences économiques et sociales du désarmement, qui seront examinées au titre du point 3 de

l'ordre du jour du Conseil, et confère une importance nouvelle à cette question.

10. M. MAHEU (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) appelle l'attention du Conseil sur le rapport de l'UNESCO (E/4503); ce rapport, qui traite des principales activités de l'organisation en 1967, analyse les faits nouveaux intéressant le Conseil et fournit des indications sur le coût des programmes par secteur d'activités et sur la façon dont l'UNESCO a donné effet aux recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'ONU et des institutions spécialisées. Plusieurs réunions importantes ont eu lieu en 1967 et pendant le premier semestre de 1968, notamment la Conférence des Ministres de l'éducation des Etats membres d'Europe sur l'accès à l'enseignement supérieur, qui s'est tenue à Vienne du 20 au 25 novembre 1967 et au cours de laquelle un dialogue fort instructif s'est instauré entre les délégations des pays à économie de marché et celles des pays à économie planifiée. Bien entendu, l'UNESCO ne limite pas ses conférences ministérielles à l'Europe: depuis 1960 elle en organise périodiquement en Afrique, en Amérique latine, dans les Etats arabes et en Asie pour examiner les progrès de l'éducation et de la science et leur contribution au développement. Ces conférences permettent de tirer les leçons de l'expérience, qui sont indispensables pour fonder l'action internationale sur une base réaliste. Très prochainement deux conférences, l'une sur l'éducation et la formation scientifique et technique dans leurs relations avec le développement en Afrique, et l'autre sur l'application de la science et de la technique au développement de l'Asie, se tiendront respectivement à Nairobi et à New Delhi. Parmi les nombreuses autres réunions qui sont prévues pour le deuxième semestre de 1968, deux présentent un intérêt certain pour le Conseil; il s'agit de conférences intergouvernementales d'experts qui se tiendront au siège de l'UNESCO. L'une — la Conférence internationale sur la planification de l'éducation — portera sur les problèmes de méthodologie, d'organisation et de formation et examinera, à l'échelle mondiale, les objectifs et les priorités — tant quantitatifs que qualitatifs — sous un angle double, d'une part celui d'une rétrospective couvrant les années 1960 à 1966 et d'autre part celui d'une prospective portant sur les cinq prochaines années, de façon à obtenir l'esquisse d'un plan indicatif mondial de l'éducation pour le proche avenir. La deuxième conférence intergouvernementale d'experts examinera les bases scientifiques de l'utilisation rationnelle et de la conservation des ressources de la biosphère. L'ONU, la FAO et l'OMS participeront à l'organisation de cette conférence, et l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources et le Programme biologique international du Conseil international des unions scientifiques collaboreront également à ces travaux. Les deux conférences d'experts sont destinées à renforcer la coopération entre les gouvernements. Le plan indicatif mondial d'éducation auquel pourra aboutir la Conférence internationale sur la planification de l'éducation pourrait fournir la base, pour la partie relative à l'éducation, du plan de stratégie mondiale actuellement en préparation pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Quant à la Conférence sur les bases

scientifiques de l'utilisation et de la conservation des ressources de la biosphère, elle pourra conduire ultérieurement à une conférence d'Etats où les gouvernements seraient invités à s'engager à intensifier et à étendre leur coopération dans ce domaine.

11. Dans la coordination et la coopération entre institutions spécialisées, d'importants progrès ont été réalisés au cours des derniers mois. Dans le domaine de l'enseignement, des sciences et de la formation agricoles, le Directeur général de l'UNESCO a signé à Rome, le 3 mai 1968, avec le Directeur général de la FAO et le Directeur général du BIT, un accord basé sur la notion de complémentarité des compétences, qui a pour but de permettre aux trois organisations d'œuvrer en commun pour le développement rural au sens le plus large, chacune dans son secteur de compétence particulier: l'agriculture — y compris les pêches, la sylviculture et la nutrition — pour la FAO, l'éducation et la science pour l'UNESCO, l'emploi et la formation professionnelle pour l'OIT. En outre, l'UNESCO a signé avec la FAO un accord de coopération en matière d'océanographie et de pêches qui pourrait conduire au renforcement de la Commission océanographique intergouvernementale créée par l'UNESCO.

12. Dès à présent, l'étude des ressources de la mer donne lieu à une coopération très active entre l'UNESCO et l'ONU, sur la base de la résolution 2172 (XXI) de l'Assemblée générale. Des représentants de l'UNESCO et de la Commission océanographique intergouvernementale ont participé aux travaux du groupe d'experts créé par le Secrétaire général de l'ONU en application de cette résolution. De plus, afin de donner effet à la résolution 2340 (XXI) de l'Assemblée générale sur l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du lit des mers et des océans, M. Maheu a adressé au Secrétaire général un rapport récapitulant les activités de l'UNESCO et de la Commission océanographique intergouvernementale dans ce domaine.

13. En ce qui concerne la collaboration de l'UNESCO avec le PNUD, un mémorandum intitulé « Lignes directrices adoptées par l'UNESCO et le PNUD pour les activités du programme » a été signé en avril 1968 qui devrait mettre fin à certaines divergences entre la programmation sectorielle de l'UNESCO et la programmation générale du PNUD. Le bon fonctionnement des activités de préinvestissement exige l'harmonisation des conceptions et des priorités des trois parties, le gouvernement intéressé, le PNUD et l'UNESCO en tant que conseiller technique des deux autres parties.

14. Le Directeur général de l'UNESCO a aussi signé avec le Directeur exécutif de l'ONUDI, le 4 avril 1968, un « Mémorandum d'accord sur les principes directeurs de la coopération et de la coordination des activités de l'UNESCO et de l'ONUDI ». Le Conseil exécutif de l'UNESCO a approuvé ce mémorandum et invité le Directeur général à poursuivre ses consultations pour préparer un accord en forme entre l'UNESCO et l'ONUDI.

15. Dans un autre secteur de coopération, M. Maheu rappelle qu'en juillet 1967 il a signé un « Mémorandum d'entente » avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés au sujet de l'éducation des réfugiés

africains. En application des principes de ce mémorandum, un fonctionnaire de l'UNESCO a été mis à la disposition du Haut Commissaire en janvier 1968 pour procéder à une enquête visant à évaluer les besoins de 1 500 000 réfugiés et proposer des mesures communes de nature à assurer l'éducation d'un grand nombre d'enfants et d'adolescents arrachés à leurs foyers. Pour les réfugiés de Palestine, une collaboration étroite et active est assurée depuis de nombreuses années entre l'UNESCO et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient en matière d'éducation, mais il s'agit à présent de résoudre les problèmes découlant des événements de juin 1967. A sa soixante-dix-septième session, en octobre 1967, le Conseil exécutif de l'UNESCO, où siègent à la fois un représentant d'Israël et des représentants du Liban et de la République arabe unie, a adopté à l'unanimité une résolution définissant les principes qui doivent inspirer l'enseignement dispensé dans les établissements de l'Office. Tout au long des négociations, malgré quelques difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de cette résolution, l'UNESCO et l'Office ont poursuivi très activement leur œuvre d'enseignement dans une des régions les plus troublées du monde. C'est là une œuvre de paix et de développement dont les Nations Unies peuvent être fières, et à laquelle M. Maheu espère que la communauté internationale apportera son soutien matériel et moral.

16. La coopération entre l'UNESCO et le FISE est très satisfaisante. Leur action conjointe s'est révélée particulièrement bénéfique dans le domaine de la formation des maîtres de l'enseignement primaire, par exemple en Amérique latine, de la rénovation de l'enseignement scientifique, notamment en Asie, et de la réorientation de l'enseignement primaire rural, en particulier en Afrique.

17. Une importante collaboration existe également entre l'UNESCO et le Programme alimentaire mondial (PAM); en effet, depuis le début de ses activités plus de 60 projets approuvés par le PAM ont porté, en totalité ou en partie, sur l'éducation; la contribution du PAM à l'exécution de ces projets, qui a représenté un montant de plus de 66 millions de dollars, a souvent fourni aux gouvernements un instrument efficace pour la mise en œuvre de leurs plans de développement de l'éducation. Les évaluations en cours apporteront sans aucun doute des enseignements permettant de développer la coopération actuelle.

18. La coopération entre organismes des Nations Unies a donc progressé. Toutefois, pour la rendre encore plus efficace, il faut éliminer certains aspects trop procéduriers de la coordination, qui donnent lieu à une prolifération regrettable de réunions et de documents. Ce vœu a déjà été exprimé lors des réunions communes du Comité et du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination tenues à Bucarest au mois de juillet 1968. M. Maheu espère que le corps commun d'inspection récemment créé aidera efficacement les institutions spécialisées à rationaliser leurs efforts et à simplifier leurs procédures.

19. Bien que divers aspects de l'action menée par l'UNESCO donnent à M. Maheu l'occasion de se déclarer satisfait des progrès réalisés, il ne peut que faire siennes les inquiétudes exprimées par le Secrétaire général dans



sa déclaration d'ouverture (1531<sup>e</sup> séance). Si l'on veut que la deuxième Décennie du développement ait de meilleurs résultats que la première, il ne faudra pas répéter l'erreur qui consiste à limiter le développement à l'exploitation des ressources naturelles. L'exploitation des ressources naturelles est subordonnée à la mise en valeur des ressources humaines. L'homme est l'alpha et l'oméga du développement, son principal agent et son unique fin. Dans le domaine de l'éducation, élément essentiel de cette mise en valeur des ressources humaines, l'UNESCO fait actuellement une étude de l'évolution au cours des années soixante, de la situation au terme de la décennie actuelle et des tendances, objectifs et priorités pour les années soixante-dix. Cette étude, qui sera publiée en 1970, sera pour l'éducation l'équivalent du Plan indicatif mondial de la FAO pour le développement agricole et du Programme mondial de l'OIT pour l'emploi.

20. Dans ce contexte, M. Maheu se félicite que l'on envisage de proclamer 1970 Année internationale de l'éducation, et il espère que l'Assemblée générale prendra une décision définitive à ce sujet à sa prochaine session. Les intentions préliminaires de l'UNESCO en ce qui concerne l'Année internationale de l'éducation sont exposées dans le rapport intérimaire du Secrétaire général sur cette question (E/4518). En premier lieu, elle estime que le mot « éducation » doit ici s'entendre dans son acception la plus large, et que les organismes des Nations Unies qui ont tous des programmes de formation plus ou moins spécialisée doivent participer à la célébration de l'Année internationale; il est normal que l'UNESCO, qui est chargée de l'éducation scolaire et universitaire, joue le rôle d'un centre coordonnateur. En deuxième lieu, il est inutile d'organiser une campagne pour faire comprendre l'importance de l'éducation; les peuples et les gouvernements en sont convaincus; l'Année internationale de l'éducation doit être essentiellement consacrée à un double effort de réflexion et d'action, sur les plans national et international, et il faut que cet effort soit orienté vers des résultats concrets. Une troisième idée de l'UNESCO est de proposer par avance aux Etats membres un certain nombre d'objectifs majeurs, qui pourraient être les suivants: dans la catégorie des objectifs quantitatifs, l'alphabétisation fonctionnelle des adultes, l'élargissement et l'accélération de l'accès des femmes à l'éducation, la formation des cadres moyens et supérieurs nécessaires au développement; parmi les objectifs qualitatifs, la réforme de l'enseignement primaire et de l'enseignement technique pour le développement rural, le passage de l'enseignement sélectif à l'enseignement de masse aux niveaux secondaire et supérieur, la promotion à tous les niveaux d'une pédagogie nouvelle favorisant la compréhension internationale; parmi les notions directrices générales, le développement de la technologie nouvelle de l'éducation (moyens audiovisuels, enseignement programmé, etc.), l'organisation de l'éducation permanente, et enfin le passage des méthodes traditionnelles de transmission aux méthodes actives de participation et de contestation.

21. Abordant le domaine des droits de l'homme, M. Maheu rappelle que l'UNESCO s'est fait représenter à la Conférence internationale qui s'est tenue à Téhéran en avril et mai 1968 sous les auspices de l'ONU. Il consi-

dère que la Proclamation que la Conférence a adoptée à l'unanimité, lors de sa 27<sup>e</sup> séance plénière, ne saurait dissimuler les vices et les dangers de la conditions présente des droits de l'homme à travers le monde. En fait, les idées contenues dans la Déclaration universelle des droits de l'homme doivent encore faire l'objet d'un travail d'approfondissement si l'on veut qu'elles soient plus aisément comprises et admises. Aujourd'hui, leur interprétation varie d'un groupe politique ou culturel à l'autre, et une réflexion méthodique et objective s'impose pour faciliter leur compréhension. C'est pourquoi M. Maheu estime que l'UNESCO, pour sa part, doit entreprendre une action intellectuelle plus intense dans le domaine de l'idéologie des droits de l'homme. Cette action intellectuelle doit s'accompagner d'un travail concret d'application systématique des articles de la Déclaration universelle à la réalité sociale; en particulier, un effort énergique en faveur de l'alphabétisation s'impose, car l'analphabétisme — la Conférence internationale des droits de l'homme l'a souligné dans sa résolution IV — est non seulement une violation du droit à l'éducation, mais aussi un obstacle à l'exercice de tous les autres droits, économiques, sociaux, politiques et culturels.

22. Le Directeur général de l'UNESCO tient aussi à appeler l'attention du Conseil sur un aspect crucial de l'éducation qui a été négligé jusqu'ici: l'attitude et les réactions de la jeunesse. Il ne suffit pas de prévoir en termes quantitatifs le nombre de bouches à nourrir, la quantité de soins médicaux à dispenser, le nombre de salles de classe et de maîtres à fournir et le nombre d'emplois à procurer. Il faut savoir quel genre d'enfants, d'adolescents, de jeunes hommes, de jeunes femmes seront les millions d'unités indifférenciées qui entrent en ligne de compte dans les prévisions statistiques et les plans de développement. Or, on constate que l'attitude actuelle de la jeunesse à l'égard de la société est par bien des côtés nettement négative. Qu'il s'agisse d'indifférence, d'évasion, de contestation, le comportement général de la jeunesse est un comportement de remise en question, voire de refus de la société des adultes. En fait, le mouvement général qui se manifeste aujourd'hui à travers la diversité des régimes politiques, des secteurs sociaux et des niveaux économiques est une mise en question radicale de la société industrielle. Il ne s'agit pas là de revendications partielles et égoïstes, mais d'un mouvement généreux qui reflète l'aspiration des jeunes à des rapports humains plus vrais et plus libres. Les jeunes comprennent que l'ordre national et international dans lesquels on les pousse à entrer comporte de graves injustices dont ils n'entendent pas se faire les complices; devant le scandale de la misère, de l'injustice, de l'oppression et de la guerre, ils s'insurgent à la fois contre la dureté des adultes et leur propre aliénation, et parfois contre un bonheur que certains ont déjà goûté et auquel ils ne sont pas sûrs de pouvoir résister. Ce problème ne doit pas être considéré avec pessimisme; il fournit au contraire l'occasion d'une rénovation radicale du monde et du passage de la société industrielle à l'âge post-industriel. M. Maheu souhaite que les organismes des Nations Unies qui, comme l'UNESCO, l'OIT, l'OMS ou le FISE, sont en contact étroit et constant avec la jeunesse, sachent comprendre ce que ceci comporte de devoirs et

de possibilités exceptionnelles. Tous leurs efforts n'auront aucun sens si, faute de pouvoir y participer, les jeunes ne les comprennent pas, et toute leur œuvre est vaine s'ils la refusent.

23. M. LÓPEZ HERRARTE (Guatemala) dit que l'économie guatémaltèque a remarquablement évolué au cours de l'année écoulée, bien que le Guatemala, comme la plupart des pays en voie de développement, ne puisse équilibrer sa balance des paiements qu'au prix de restrictions budgétaires, d'un ralentissement de l'effort de développement et de mesures visant à limiter les importations de produits de luxe et les sorties de devises, de façon à conserver sa valeur à la monnaie nationale. Cette situation est due au fait que les produits d'exportation guatémaltèques se vendent à des prix de plus en plus bas, que le Guatemala produit en excédent du café, du coton et du sucre, et que l'exportation d'autres produits, en particulier la banane, se heurte aux restrictions quantitatives imposées sur certains marchés, notamment les marchés européens. Il est à espérer que la bonne volonté l'emportera et que toutes les préférences tarifaires dirigées contre les produits tropicaux finiront par disparaître. À cet égard, M. López Herrarte est convaincu que les travaux de la CNUCED porteront un jour leurs fruits.

24. Cette situation difficile n'a pas empêché l'économie guatémaltèque de progresser, grâce à la coopération de la BIRD, de la Banque interaméricaine de développement, de la FAO et d'autres organisations. M. López Herrarte signale en outre qu'une compagnie privée étrangère a créé au Guatemala une industrie nouvelle, l'industrie de l'extraction et du traitement du nickel, sur laquelle le gouvernement fonde de grands espoirs. L'économie guatémaltèque bénéficie en outre des progrès de l'organisation du marché commun des pays d'Amérique centrale ainsi que de la création d'institutions communes à ces pays, notamment la Banque centraméricaine d'intégration économique, l'Institut de la recherche et de la technique industrielles d'Amérique centrale, la Chambre de compensation d'Amérique centrale et l'Institut d'administration publique d'Amérique centrale. La première de ces institutions, dont le seul objet est d'encourager l'intégration de la région, a reçu un appui considérable des pays européens et des États-Unis; ces derniers se sont récemment engagés à lui verser une somme supplémentaire de 65 millions de dollars destinée à des projets d'intégration et à des projets nationaux visant à accélérer l'union économique de la région. M. López Herrarte engage vivement les membres du Conseil à prendre connaissance des documents officiels et des résolutions de la deuxième session de la CNUCED où ils trouveront toutes indications utiles sur les projets d'intégration des pays d'Amérique centrale et sur les innombrables problèmes qu'il reste à résoudre. La lecture de ces documents montrera aux pays développés à quel point les pays d'Amérique centrale ont besoin de leur aide et permettra aux pays en voie de développement de s'inspirer de l'exemple des cinq pays américains. On peut dire que le début d'intégration économique des pays d'Amérique centrale est l'un des résultats les plus positifs de la première Décennie du développement et il est à espérer que la deuxième Décennie en confirmera la réussite.

25. M. BOGLIETTI (Fédération syndicale mondiale), prenant la parole sur l'invitation du Président, rappelle que la FSM a eu l'occasion d'exprimer son opinion sur la situation économique des diverses régions du monde aux sessions annuelles des commissions économiques régionales et à la deuxième session de la CNUCED, au cours desquelles elle a attiré l'attention des gouvernements Membres des Nations Unies sur quelques-unes des difficultés auxquelles les travailleurs devront faire face dans un proche avenir. Il se bornera donc à souligner certains aspects de la situation économique mondiale.

26. La FSM estime que le développement économique des pays en voie de développement est compromis par le déséquilibre permanent de leur balance des paiements, la diminution de leur part dans les exportations mondiales depuis 1950, la hausse des prix des produits manufacturés qu'ils importent des pays développés, et l'augmentation des charges que le service de la dette fait peser sur leur économie. En outre, l'accroissement des échanges commerciaux internationaux ne profite pas automatiquement aux pays intéressés, car le commerce mondial est en grande partie entre les mains de monopoles ou de grandes compagnies internationales dont la politique, dictée par des intérêts égoïstes, provoque une distorsion inévitable des courants du commerce international. Pour la première fois depuis de nombreuses années, l'économie mondiale a connu de graves crises en 1967 et au début de 1968 et son évolution au cours de cette période a montré que les économies nationales occidentales et l'application des accords économiques ou commerciaux conclus entre les États européens étaient tributaires des relations de ces pays avec les États-Unis. Les mesures prises récemment par les pays membres du pool de l'or visant à éviter un bouleversement général ne peuvent avoir qu'un caractère temporaire, et les observateurs s'interrogent déjà sur l'illusion monétaire que sont les droits de tirage spéciaux.

27. La FSM s'associe en général aux observations que la Commission du développement social a formulées au chapitre V de son rapport (E/4467/Rev.1) concernant le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1967*. Elle tient toutefois à faire des réserves sur certaines déclarations concernant la politique des salaires, le taux de chômage nécessaire et la situation des travailleurs migrants, que contient ce dernier rapport. Des progrès importants ont été accomplis dans les domaines de la santé et de l'éducation grâce aux efforts conjugués des populations et des pouvoirs publics, auxquels est venue s'ajouter l'aide internationale publique. Des résultats semblables devraient pouvoir être obtenus dans d'autres domaines. Il serait notamment souhaitable que les pouvoirs publics accordent une priorité analogue à la lutte contre le chômage et le sous-emploi, puisque, en effet, le droit au travail est clairement proclamé dans la Charte des Nations Unies, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les conventions de l'OIT. Il est temps d'assurer le respect effectif de ce droit par une action internationale concertée. La FSM a dénoncé à maintes reprises les théories inhumaines qui préconisent les poches de chômage, l'existence d'une main-d'œuvre de réserve, et considèrent un certain taux de chômage comme néces-

saire. Elle s'est élevée il y a dix ans contre la prétendue théorie selon laquelle un taux de chômage de 2 % serait nécessaire, et elle s'élève aujourd'hui contre la déclaration contenue dans le *Rapport* selon laquelle un taux de chômage de 5 % serait compatible avec le plein emploi. En effet, cette déclaration est contraire aux principes de la Charte des Nations Unies concernant le plein emploi et aux conventions et recommandations de l'OIT, et elle encourage les gouvernements à tolérer des taux de chômage plus élevés dans la pratique. Les organisations syndicales luttent pour le plein emploi et demandent que le rang de priorité le plus élevé soit donné à cet objectif au cours de la deuxième Décennie du développement. La FSM appuie la proposition du Directeur général du BIT tendant à faire de 1969 l'année d'une grande action internationale pour un programme mondial de l'emploi.

28. Si l'efficacité de la lutte contre le chômage dépend des transformations de la structure économique et sociale, la formation professionnelle a également un effet direct sur le plein emploi. Elle devrait commencer dès l'école, être démocratique et faire partie intégrante du système général d'enseignement et de formation, comme l'a reconnu la Conférence syndicale mondiale sur la formation professionnelle dans la Charte sur la formation professionnelle qu'elle a adoptée au mois de février 1968 à Turin, où elle s'était réunie sous les auspices de la FSM. Lors de la Journée sur l'alphabétisation fonctionnelle qui a précédé la Conférence, la FSM a décidé d'organiser en

1969, en coopération avec l'UNESCO, une conférence syndicale mondiale sur l'alphabétisation fonctionnelle; en effet, en tant que partie de la formation professionnelle, l'alphabétisation fonctionnelle devrait permettre aux travailleurs de s'intégrer dans la société où ils vivent, ce qui est particulièrement important pour les travailleurs des pays en voie de développement.

29. Il est regrettable que le *Rapport* sur la situation sociale dans le monde 1967 ne fasse pas mention des organisations syndicales nationales et internationales, dont l'influence dans le domaine social est loin d'être négligeable dans tous les pays.

30. Etant donné que les droits syndicaux et les libertés civiles sont indissolublement liés, la FSM attache une grande importance à la ratification et à la mise en œuvre des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme que l'Assemblée générale a adoptés par sa résolution 2200 (XXI), et elle a déjà lancé à plusieurs reprises des appels à toutes les organisations syndicales pour qu'elles agissent dans ce sens. Il serait bon que le Conseil mette à profit sa session actuelle pour exhorter les gouvernements à ratifier ces Pactes et pour charger le Secrétaire général d'entreprendre l'élaboration des modalités d'application du Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels, qui, il faut l'espérer, sera rentré en vigueur avant la fin de l'Année internationale des droits de l'homme.

La séance est levée à 11 h 55.